



commission nationale
Agriculture Pêche Forêt

agri-peche-foret@pcf.fr

direction de la publication

Julien Brugerolles
Jonathan Dubrulle

comité de rédaction

Julien Brugerolles
Julien Cantegreil
Jonathan Dubrulle
Stéphane Le Bot
Olivier Morin
Constance Renard
Juliette Ryan
Mathieu Soares
Hervé Terradot-Piot
Nathalie Vermorel

publication fondée en 2010
Xavier Compain directeur

TerreMer N°5

dans ce numéro

Face aux annonces de Lactalis, insufflons un autre rapport de force dans les filières agricoles.....	2
Ne taillons pas à la hache dans le budget de l'ONF.....	3
Un nouvel élan pour la recherche agronomique publique.....	4
Refusons l'accord avec le Mercosur et bâtissons des convergences entre les agriculteurs et le reste des travailleurs.....	6
Déclaration du Parti de la Gauche européenne contre le traité de libre-échange UE-Mercosur.....	7
Contribution de la Comagri à la Conférence nationale du PCF.....	8
À lire : l'actualité des publications.....	11
Ce que j'ai appris auprès d'André Lajoinie.....	12



DÉCEMBRE 2024

2024, ANNÉE DE TOUS LES DANGERS ?

À l'heure où Ursula von der Leyen a décidé de signer l'accord commercial entre l'UE et le Mercosur, l'agriculture française vient de traverser une année affligeante. Les effets du dérèglement climatique ont grandement pénalisé la production, qu'il s'agisse de gelées tardives touchant la viticulture, l'arboriculture et l'apiculture ou d'excès d'eau qui ont pénalisé les semis ainsi que bon nombre d'opérations culturales. À cela s'ajoute l'impact de nombreuses épidémies, à l'image de la maladie hémorragique épizootique (MHE), de la fièvre catarrhale ovine (FCO) ou de l'influenza aviaire. Plus que jamais, l'agriculture doit faire face à la recrudescence d'aléas climatiques et biologiques.

Face à ces grandes difficultés, les agriculteurs font preuve de trésors d'adaptation, mais ces stratégies resteront vaines si la puissance publique ne joue pas son rôle de stratège. En ce sens, les mobilisations d'agriculteurs ne doivent pas se tromper de mot d'ordre : l'État n'est pas le problème mais la solution. Toutefois, l'idée n'est pas à la mise en place de nouvelles strates administratives, mais à l'attribution de pouvoirs nouveaux aux travailleurs de l'agriculture, qu'ils soient exploitants agricoles ou salariés, aux côtés de représentants de l'État, des collectivités locales et de la société civile, guidés par le sens de l'intérêt général et non la défense d'intérêts corporatistes. C'est en ce sens que les communistes dénoncent les atteintes aux locaux d'agences publiques telles que l'Office français de la biodiversité ou du siège de l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement.

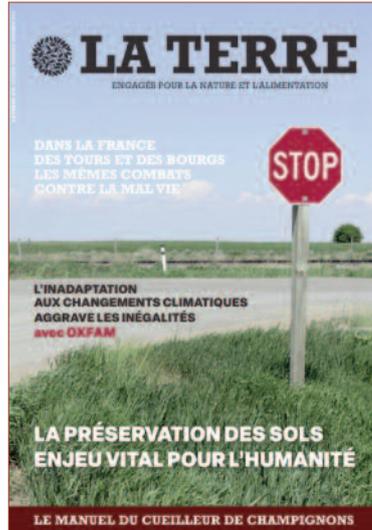
Œuvrons plutôt à une refonte structurelle de notre manière de produire, transformer et distribuer les biens alimentaires. La dimension nourricière de notre agriculture doit être réaffirmée à l'heure où fleurissent les concurrences entre usages alimentaires et énergétiques. Ceci étant dit, la souveraineté alimentaire de la Nation passera par la mise en œuvre de nouveaux dispositifs publics, cogérés par l'État et la profession, pour réguler les marchés ainsi qu'assurer et gérer les risques climatiques et sanitaires. Les logiques de marché et la libre concurrence, engendrant spéculation et baisse des prix à la production, sont bien impuissantes pour prémunir les agriculteurs face à un climat qui se dérègle de toutes parts. Une toute autre régulation devient nécessaire, afin de sécuriser les investissements et le revenu des agriculteurs pour ouvrir le champ des possibles de la nécessaire transformation agroécologique.

Cette année 2024 doit nous alerter et nous amener à penser un tout autre modèle agricole. Les communistes en sont persuadés et souhaitent plus que jamais travailler la question auprès des professionnels de l'agriculture.

Julien Brugerolles et Jonathan Dubrulle

l'actualité des publications

Dans ce 16^e numéro, *La Terre* consacre son dossier à la préservation des sols, avec des éclairages scientifiques et des ouvertures sur d'autres pays du Monde. Soulignons également l'article qui revient sur les 40 ans du Mouvement des Sans-Terre, organisation paysanne brésilienne qui lutte contre l'accaparement foncier et l'agriculture capitaliste.



Le numéro 747 *L'Exploitant familial* de novembre-décembre, se focalise sur les dernières actualités agricoles, élections professionnels en premier lieu. Les élections auront lieu en janvier prochain et focalise beaucoup l'attention des syndicats. Ils en oublient parfois les réels besoins des agriculteurs. Le MERCOSUR est aussi un point important abordé dans ce numéro, le MODEF y a toujours été opposé. Notre journal est un mensuel de presse agricole générale et syndicale. C'est une revue engagée, mettant en avant les revendications du MODEF, syndicat agricole progressiste.



Gérard Guérin, membre de la Comagri et ancien ingénieur pastoraliste, publie avec l'historien Luc Capdevila un ouvrage intitulé *Un abécédaire pastoral. Échapper à l'impasse productiviste*, aux éditions Cardère. Rassemblant 130 notices, cet abécédaire critique interroge la place de l'élevage pastoral dans l'arrière-pays méditerranéen. Voici donc un outil qui ouvre la discussion sur les voies de sortie possibles du modèle productiviste dominant, en multipliant les pas de côtés, au regard des nouvelles pratiques agrosylvopastorales.

